

Changement à la direction d'UBS

Je, 30.03.2023

Sergio Ermotti va gérer la reprise de Credit Suisse



Après deux ans à la tête de Swiss Re, l'ex-CEO d'UBS reprend son poste. Il s'était prononcé en faveur d'une seule grande banque il y a six mois. Il décidera des licenciements à venir.

Ivan Radja

Lorsqu'il quitte le fauteuil de directeur général d'UBS fin 2020, Sergio Ermotti abandonne, selon ses termes de l'époque, un «job de rêve». Il reprend place aujourd'hui sur un siège nettement moins confortable. Mais, à 62 ans, l'homme à l'habitude de jouer les pompiers, lui qui s'est attelé à restructurer UBS durant près de dix ans, de 2011 à 2020, après l'incendie de la crise des subprime de 2008. Il a notamment contribué à réduire les activités de la banque d'investissement, ô combien risquées comme le rappelle la débâche de Credit Suisse.

Non pas que Ralph Hamers (56 ans), CEO depuis le 1er novembre 2020, ait démerité. «Il a réussi à maintenir UBS lors de la traversée de la pandémie», rappelle John Plassard, analyste chez Mirabaud. Mais lorsque la tempête se lève, «on rappelle souvent les anciens dirigeants, comme on l'a vu avec le retour de Bob Iger chez Disney ou, plus ancien, le rappel de Steve Jobs aux commandes d'Apple». Cette nomination a pour but premier de «restaurer la confiance et de ramener de la stabilité, car c'est un choc pour tout le pays», ajoute-t-il.

L'un des principaux atouts de Ralph Hamers, lors de sa nomination, était sa connaissance du numérique pour mener à bien la digitalisation de la banque. Peut-être la situation actuelle requiert-elle une vision plus large? «Certains avaient déjà remis en question les compétences de Ralph Hamer, parce qu'il vient du commercial et de la banque de détail, et qu'il n'était pas le mieux qualifié pour une structure comme celle d'UBS, qui cumule banque universelle, gestion de fortune et banque d'investissement», commente un connaisseur du milieu.

Autre point sensible, Ralph Hamers est toujours l'objet d'une enquête aux Pays-Bas pour blanchiment d'argent - depuis son passage chez ING Bank en tant que directeur général. Une éventuelle inculpation tomberait on ne peut plus mal. «Par contre, Sergio Ermotti n'est pas vraiment marqué par des affaires, hormis les incitations à la fraude fiscale en France», rappelle John Plassard.

La plus grande transaction depuis 2008

Le Tessinois est surtout qualifié pour mener à bien le rachat de Credit Suisse. «Il y a une quantité énorme de risques dans l'intégration de ces deux entreprises, a averti Colm Kelleher, le président d'UBS lors de la conférence de presse de mercredi à Zurich. C'est la plus grande transaction depuis 2008.» Il devra en outre endosser la difficile tâche d'opérer des coupes sévères, note John Plassard: «Ce sera à lui de prononcer les licenciements et de dresser la liste des employés concernés chez Credit Suisse et UBS.»

Sans doute est-il aussi le mieux qualifié pour entamer au sein de la nouvelle UBS ce qu'il a accompli durant une décennie: restreindre les activités de la banque d'affaires. «Il a su éloigner la banque des activités à risque, en mettant l'accent sur la gestion de fortune», poursuit l'analyste de Mirabaud. Il est peut-être également, selon certains observateurs, celui qui est le mieux à même de maintenir le nouveau géant en une seule entité, plutôt que de séparer les domaines d'activité, comme le suggère une partie du monde politique. «Mais il est trop tôt pour dire s'il reprendra ce qui était le plan de Tidjane Thiam lorsqu'il était CEO de Credit Suisse (ndlr: introduction en Bourse d'une partie de la banque universelle suisse)», nuance John Plassard.

Un CEO «Swiss made»

Enfin, Sergio Ermotti est Suisse, contrairement à son prédécesseur. Or les liens avec le monde politique sont cruciaux dans la procédure qui s'ouvre. «La direction d'UBS a peut-être sous-estimé l'explosivité politique de la prise de contrôle de Credit Suisse, commente mercredi le «Tages-Anzeiger». Il peut mieux servir de médiateur à Berne que le Néerlandais Ralph Hamers.»

«Il a une expérience internationale du domaine bancaire, connaît très bien la place financière suisse, mais aussi les rouages politiques, analyse le conseiller national Olivier Feller (PLR/VD). Lors de son premier mandat à la tête d'UBS, il venait en personne discuter avec les commissions parlementaires et ne déléguait pas.» De plus, estime-t-il, «il a du charisme».

À gauche, le retour de Sergio Ermotti est observé avec circonspection. «Il est fort probable qu'il défendra le modèle qui utilise la garantie du contribuable pour continuer à faire des affaires sur le marché des investissements», estime le conseiller national Samuel Bendahan (PS/VD). Séparer les domaines d'activité, à savoir banque de détail, hypothèques et prêts aux entreprises d'un côté, et banque d'affaires de l'autre, plus exposée aux risques, est l'une des pistes à étudier, précise-t-il, comme la limitation des bonus excessifs. Elle est revendiquée tant par l'UDC que par le PS.

Le PLR se demande quel sera le sort de la pétition pour la séparation des activités suisses de Credit Suisse, une fois achevé le processus de rachat. «Sergio Ermotti s'était prononcé en faveur d'une seule grande banque en Suisse lors d'une interview en septembre 2022, rappelle Olivier Feller. Certes, ces propos étaient tenus alors qu'il était à Swiss Re, hors du système bancaire, et libre en quelque sorte, mais il est possible que son retour enterre définitivement cette option.» Il y a deux volets, précise-t-il:

«Celui de la séparation des activités suisses de Credit Suisse, et celui de la séparation des activités d'affaires et bancaires de la nouvelle entité, qui est plus politique, et qui concerne aussi le régulateur.»

Contexte électoral

«Mais l'intérêt d'UBS et de s'appuyer sur ses activités saines pour garder la banque d'investissement, même réduite, donc de ne pas scinder la banque», analyse Samuel Bendahan. Autre crainte, à quelques mois des élections fédérales: «Je crains qu'une bonne partie de la droite ne se rallie à ce que dira UBS - car il ne faut pas oublier que ces partis reçoivent de l'argent de leur part - et que les prises de position d'aujourd'hui ne soient en bonne partie que des propos de campagne électorale.»

«Autre point sensible, Ralph Hamers est toujours l'objet d'une enquête aux Pays-Bas pour blanchiment d'argent - depuis son passage chez ING Bank en tant que directeur général. Une éventuelle inculpation tomberait on ne peut plus mal. «Par contre, Sergio Ermotti n'est pas vraiment marqué par des affaires, hormis les incitations à la fraude fiscale en France», rappelle John Plassard.»